

RENCONTRE FRÉDÉRIC BOSQUÉ* :

Tera, le laboratoire citoyen qui réunit tous les leviers de la métamorphose



Frédéric Bosqué compare la société actuelle à une chenille en voie de décomposition. Mais il discerne aussi, derrière le déclin de cette fin peu glorieuse, une autre chenille, moins visible, en train de se métamorphoser en chrysalide. Et plutôt que de s'épuiser à tenter en vain de sauver la première, il consacre toute son énergie et ses compétences à soutenir la seconde.

La chenille qui se désagrège, c'est la société fondée sur la production et la consommation qui est allée au bout de ce qu'elle pouvait offrir, produit désormais surtout du malheur, bouche l'avenir et ne peut que sombrer. Par contraste,

la chrysalide qui se forme, c'est la promesse de voir bientôt naître une société de l'émancipation.

Frédéric Bosqué a coconçu et cofondé le projet Tera¹ pour contribuer à faire naître cette société renouvelée. Parmi ses composants essentiels figurent le revenu de base inconditionnel², les monnaies citoyennes locales³, dont il est spécialiste, la participation active à la définition du vivre ensemble, une démocratie régénérée et mille et une initiatives écologiques qui, comme chaque année les primevères, sont les premières à percer la dernière couche de neige.

9

LaRevueDurable : Qu'est-ce qu'une société de l'émancipation ? En quoi diffère-t-elle de la société actuelle ?

Frédéric Bosqué : La société de l'émancipation, c'est l'objectif initial de la République. Ses fondements sont la préservation des biens communs et l'extension des libertés de tous les citoyens. Le contrat social leur demandait d'abandonner une partie de leur liberté pour assurer le bien commun par leur travail en contrepartie de temps disponible pour chercher le chemin de leur bonheur. Mais la production a appauvri la République en envahissant l'intégralité de l'espace.

L'idée au départ était de limiter cette production aux biens et aux services respectueux des humains et de la nature pour satisfaire les besoins fondamentaux. Et de réduire le temps contraint pour

accroître celui consacré à l'émancipation via la culture, l'art, les loisirs, etc. Au lieu de cela, les citoyens sont devenus des prothèses de l'appareil de production. Leur salaire mensuel les lie, comme un anneau dans le nez, à l'obligation de produire des biens et des services qui sont vendus sur le marché en monnaie.

LRD : Peut-on se défaire de cet anneau ?

FB : Oui, grâce au revenu de base inconditionnel. Dès lors qu'une personne aura fait son travail d'« utilité commune » pour garantir le bien commun et à condition que les biens et les services essentiels pour satisfaire les besoins fondamentaux soient assurés, ce revenu permettrait à chacun de disposer de temps pour choisir de travailler dans le secteur marchand ou pas. Dans la société de l'émancipation, le travail marchand est une activité parmi une myriade d'autres. Aujourd'hui, la contrainte qu'impose cette forme particulière de travail empêche les autres activités d'être plus pratiquées.

* Frédéric Bosqué est entrepreneur humaniste, basé à Arvillard, en Savoie.



Citoyenneté réelle

LRD : Pourquoi, selon vous, ne va-t-on pas dans cette direction ?

FB : Parce que des groupes d'intérêts ont besoin de la contrainte du travail marchand. Mais cette contrainte atteint désormais un niveau maximal. D'où la multiplication des alternatives à laquelle on assiste : de plus en plus de personnes ne veulent plus passer quarante ans de leur vie à produire des biens et des services vendus en monnaie sur le marché. C'est une évolution fondamentale.

LRD : Vous observez une véritable aspiration à l'émancipation ?

FB : A partir du moment où les individus sont face à un vrai choix, je fais le pari – comme je crois tous les humanistes de tout temps – qu'ils sont portés vers le beau, le bien et le vrai.

LRD : Vous évoquez la notion de citoyenneté réelle. De quoi s'agit-il ?

FB : Aujourd'hui, on n'élit plus des représentants pour qu'ils préservent le bien commun et étendent les libertés individuelles, mais trop souvent des représentants qui défendent des corporations et des intérêts privés. Œuvrer pour l'intérêt général signifie

Réunir ce qui est éparé

Frédéric Bosqué a beaucoup coaché des chefs d'entreprise, des responsables associatifs et des élus pour les aider à gérer leurs émotions. Fort de son expérience, il est convaincu que « quand on va vers l'être humain dans la confiance, la bienveillance, la liberté de choix, la créativité, quand on se centre sur l'essentiel de ce qui réunit, en l'occurrence la satisfaction des besoins fondamentaux, qu'on a le souci du beau, qu'on ne prend jamais de décision seul, qu'on veille à ce que toutes les parties prenantes avec lesquelles on travaille sont satisfaites dans la décision, il se passe des miracles ».

L'une des inspirations de l'initiateur de Tera est Jean Jaurès : « Il prenait les citoyens par le haut, voulait susciter l'envie du bien, du beau, du vrai, cherchait à donner confiance, espérait révéler le potentiel de créativité chez ses interlocuteurs. » Frédéric Bosqué croit aussi beaucoup au corps social : « L'humanité forme un corps. Je me sens faire partie de quelque chose de plus grand. Et je pense que chacun remplit à l'intérieur de ce corps une fonction différente. Je me suis toujours attaché à essayer de réunir ce qui est éparé. L'idée de médiation m'a toujours attiré. »

LRD

Où est le papillon ?

sortir de sa classe et de ses intérêts propres pour s'élever vers un idéal. Ce qui nécessite d'accomplir un travail sur soi.

Ce travail sur soi est aussi très important pour comprendre que la puissance n'est présente chez les grands et les forts que dans la mesure où on la leur laisse. Dès que les citoyens disent « Ça suffit ! », posent leur désaccord et s'emploient à agir autrement parce qu'ils ont compris que c'est à eux de créer et de s'organiser, cette puissance s'évapore. C'est cela, la citoyenneté réelle.

LRD : N'assiste-t-on pas plutôt à une adhésion massive à la société de production, au consumérisme ?

FB : Le choix présenté aujourd'hui aux citoyens n'est pas un vrai choix. Mais comme il paraît crédible, c'est là où la majorité va. En même temps, partout naissent des initiatives qui portent en germe la société de demain. Encore petites et très minoritaires, elles passent inaperçues et sont difficiles à concrétiser. Du coup, seules des personnes qui prennent sur elles de s'investir, bien que cela soit coûteux pour elles, les font vivre.

Mais plus ces expériences grandiront, plus elles pourront facilement modifier leur milieu, jusqu'à devenir des innovations de rupture. Aujourd'hui, il faut investir 1000 pour obtenir 1. Bientôt, il faudra 100 pour avoir 10, puis 10 pour avoir 100. Alors cela commencera à se voir et les élites réagiront plus fortement. A la fin, il suffira d'investir 1 pour obtenir 1000. Cette transformation s'opère à chaque changement de civilisation. Comme le printemps après l'hiver, on ne peut pas l'arrêter : le phénomène est si abondant que rien n'y résiste.

Quand ces alternatives se verront mieux et que l'effort à fournir pour y participer baissera, les individus les choisiront parce qu'elles sont plus belles, plus désirables et plus productives. S'ils veulent être élus, les politiques devront suivre : ils institutionnaliseront ces innovations et on entrera dans une nouvelle société. Gandhi décrit très bien ce processus : au début, dit-il, ils vous ignorent, ensuite ils vous raillent, puis ils vous combattent, et enfin vous gagnez. La société civile a généré beaucoup de tests qui sont morts. Aujourd'hui, ces tests se mettent à fonctionner et grandissent.

LRD : A quoi pensez-vous ?

FB : Aux maisons à basse consommation autoconstruites en éco-commatériaux qui poussent partout au point que des communes leurs réservent des terrains. A l'essor de l'alimentation saine avec l'agriculture contractuelle de proximité et l'explosion des magasins bio : en moins de quinze ans, deux ou trois magasins bio se sont installés dans toutes les villes françaises. Au fait que de plus



en plus de personnes se disent intéressées par l'origine des produits, le fonctionnement des entreprises, la consommation éthique. A l'apparition des fonds éthiques : un nombre incroyable de gens se réunissent pour financer des réalisations qu'ils jugent utiles, respectueuses des humains et de la nature. A l'éclosion des coopératives d'énergies. Ces tendances deviennent lourdes.

LRD : Certes, mais la société de production les ignore.

FB : Le problème fondamental de ces expériences est qu'elles ont beau être extraordinaires et satisfaire des besoins très concrets, elles ne produisent pas ou très peu de monnaie, et pas non plus ou très peu d'emplois. Or, pour l'Etat, ce qui ne crée ni rentabilité financière ni emploi n'existe pas.

LRD : Il se fiche de tous leurs bienfaits par ailleurs.

FB : Totalement. Mais comme de plus en plus d'activités non rentables qui ne créent pas d'emplois satisfont des besoins très réels, coûtent de moins en moins cher, sont soutenables et épargnent du temps, il faut s'attendre à ce que de plus en plus de gens y adhèrent. Leur essor prouvera que c'est bien le citoyen qui possède le pouvoir : plus ceux qui coopéreront aux alternatives seront nombreux, plus les gagnants actuels du système verront les choses leur échapper. Sans doute lanceront-ils alors des actions coercitives plus violentes, mais ce sera trop tard.

Krach

LRD : Vous craignez cependant un krach financier. Comment associez-vous l'arrivée inéluctable de ce printemps citoyen à la perspective d'un krach ?

FB : J'ai passé ma vie à essayer de remettre l'économie au service de la vie : j'ai été gérant de coopérative ouvrière, travaillé dans le monde du handicap, développé une agence d'intérim social pour personnes en situation d'exclusion financière. Je voulais transformer le système économique de l'intérieur. Bon républicain, j'étais persuadé qu'on avance en réformant. D'où mon engagement dans les monnaies citoyennes ou complémentaires.

En quelque sorte, je pensais à tort qu'on peut inventer l'ampoule électrique en faisant évoluer la bougie. Mais à force d'essayer d'améliorer cette bougie du mieux que je pouvais, j'ai fini par voir ses limites. Le système en place a longtemps fourni de la lumière, l'essor de la production a eu de bons côtés, mais il arrive à son terme. J'ai compris cela en octobre 2013, lors d'un sémi-

naire sur les monnaies citoyennes destiné à des banquiers. Dans l'hôtel luxueux où j'intervenais, il m'est soudain apparu évident que le système irait jusqu'à son effondrement.

LRD : Pourquoi ?

FB : Toute la rémunération du mérite fondée sur la rareté monétaire repose sur le travail marchand. Dès lors, remettre en cause la rémunération par le travail marchand avec un revenu de base qui permet de choisir ce qu'on fait de l'essentiel de son temps est aussi impossible à accepter pour ceux qui profitent du système en place que l'était la remise en cause des privilèges au moment de la Révolution française. Ceux qui détiennent ces nouveaux privilèges n'accepteront jamais de les céder. La démarche de l'intérieur ne peut pas fonctionner. Il faut une innovation de rupture, quitter le monde de la bougie et inventer l'ampoule électrique.

LRD : Mais pourquoi la bougie est-elle condamnée à s'éteindre ?

FB : Depuis les années 1980, la courbe exponentielle de l'endettement des ménages, des entreprises et des Etats est due aux intérêts cumulés de la dette : pour se développer, l'économie a besoin d'un surcroît d'argent, l'épargne ne suffit pas. Il faut créer de la monnaie pour accompagner son essor. Or, le cumul des intérêts fait qu'on demande de plus en plus d'argent en contrepartie de cette création.

A mesure qu'elle se développe, l'économie génère donc de plus en plus d'intérêts qu'il faut rembourser en créant de nouvelles richesses. Ce qui implique un transfert de plus en plus important depuis ceux qui produisent ces richesses vers ceux qui créent la monnaie. Conséquence : l'écart entre les plus pauvres et les plus riches ne peut que s'élargir.

Et ce système est mortel parce que ceux qui créent les richesses sont censés acheter les produits et les services dont ils ont besoin en monnaie. Ce dont ils sont de moins en moins capables. Conclusion : l'explosion est inévitable. Aura-t-elle lieu dans dix ans ? Demain matin ? Il est impossible de le dire. Mais comprendre ce mécanisme a été une déflagration pour moi.

Périphérie

LRD : Comment reliez-vous cette mécanique fatale à la poursuite de la croissance du PIB qui engendre toujours plus d'inégalités et de désastres écologiques ?

FB : A travers trois indicateurs très clairs. La croissance du PIB n'améliore plus la santé sociale (mesurée par l'indice de santé sociale – ISS) depuis deux ou trois décennies. La croissance de l'empreinte écologique ampute de plus en plus gravement la planète. Et 98 % des transactions en monnaie ont désormais lieu sur les marchés financiers au détriment de l'économie réelle⁴. Ces transactions ne créent aucune richesse utile aux populations, mais des actifs financiers spéculatifs. Si la croissance ne crée plus de richesses, détruit la planète et concentre à ce point la monnaie, c'est qu'on est face à un cancer.

LRD : Un cancer dû à la mécanique des intérêts cumulés de la dette.

FB : Exactement : le transfert de richesses entre la production et la finance prive le système productif des moyens de devenir soutenable. Le fait que la partie prenante financière capte la quasi-totalité de la valeur créée est une spoliation totale d'autant plus grave que l'enjeu est énorme : pour investir dans la production soutenable relocalisée, il faut de la monnaie.

Les garanties que les collectivités territoriales apportent pour préserver l'eau, l'air ou la terre ont besoin de cette monnaie, qui provient d'une taxe prélevée sur l'activité économique. Si cette activité ne génère plus de monnaie, les collectivités récupèrent moins de revenus, s'endettent et peuvent de moins en moins offrir de garanties. De même, la rétroaction qui devrait s'opérer sur les entreprises pour qu'elles adoptent des pratiques soutenables et se relocalisent n'a pas lieu, car la richesse qui pourrait être destinée à ces fins est confisquée.

Le deuxième élément tragique qui voit la chenille se décomposer, c'est l'emploi. Alors qu'on devrait se focaliser sur la production de richesses réelles, le biais de l'emploi fait que les activités vertueuses pour réparer l'eau et la terre, produire localement et apporter des solutions écologiquement saines sont mises hors course parce qu'elles créent peu d'emploi, voire le détruisent.

LRD : Là encore, à quelles activités pensez-vous ?

FB : Consommer l'eau de pluie ou de source, avoir des toilettes sèches et assainir soi-même par phytoépuration, construire sa maison en chantier participatif avec de la biomasse locale, produire son énergie renouvelable sur son habitat et manger en majorité les produits de son jardin et de sa serre... Tout cela



satisfait des besoins vitaux, mais crée peu ou pas d'emploi ni chiffre d'affaires en monnaie.

Au bilan, d'un côté, la finance capte les investissements qui devraient être destinés à rendre la production soutenable. De l'autre, l'Etat ne soutient pas cette production parce qu'elle ne crée ni emploi ni rentabilité financière. Fort de ces constats, en tant qu'entrepreneur humaniste, que devais-je faire ?

LRD : Sortir du système.

FB : Mais si on sort, on est mort.

LRD : Que faire, alors ?

FB : André Gorz⁵ recommande de se mettre à distance de l'épicentre du phénomène, de reculer pour faire baisser la pression économique et politique. Certains partent très loin et s'isolent. J'ai choisi d'aller à la périphérie, tout en gardant le contact pour redéployer des activités transformatrices : avec Antoine Carrier, designer industriel, qui avait lui-même un projet d'écovillage, nous avons fusionné nos approches et lancé le projet Tera en février 2014. Son but est de faire entrer en synergie toutes les alternatives précitées.

LRD : C'est-à-dire ?

FB : Aujourd'hui, les réussites se multiplient dans l'énergie, l'alimentation, les monnaies locales, les banques éthiques, la gouvernance partagée, etc. Mais de manière disséminée, chacune isolée dans la jungle. L'idée de Tera est de les réunir dans un lieu protégé de la violence économique, financière et politique. Et sans idée préconçue quant au résultat pour laisser toute sa place à l'émergence, à laquelle je crois beaucoup.

Mon hypothèse est que de cette pépinière d'initiatives citoyennes émergeront des synergies et une organisation sociale qui répondront à des besoins réels avec peu de moyens et de façon soutenable et désirable. Ce dernier point est très important : le défi est de rendre désirable ce qui est nécessaire.

Spiritualité

LRD : Parmi toutes ces réussites isolées que Tera voudrait rassembler, discernez-vous des points faibles ?

FB : J'en vois un très gros dans le rejet du développement personnel. C'est là à mon avis une grave erreur. Nombreux sont ceux qui ont compris beaucoup de choses, ont des intentions



excellentes, mais l'information négative déborde de leurs yeux et de leurs oreilles. Oui, la chenille se décompose ! Mais se focaliser sur ce phénomène, c'est se faire énormément de mal. C'est subir des pressions psychologiques massives. C'est penser vivre dans un monde en voie de destruction qu'il faut sauver.

Cette pression colossale conduit ces personnes à devenir des guerriers accros aux solutions à apporter. Du coup, elles sont mal dans leur peau et font fuir ceux qui les approchent. Dans la prise de conscience des problèmes, il y a un travail à faire d'intentionnalité vers le bien. Il faut apprendre à transformer ses émotions négatives en du positif.

Celui qui ne sait pas transformer son stress, son angoisse ou ses inquiétudes en énergie créatrice se noircit et devient comme ceux qu'il combat. C'est pourquoi je pars souvent en retraite. Il est essentiel d'avoir une vie spirituelle, pas forcément une croyance religieuse, mais une activité qui nourrit le corps et l'esprit. Cela peut être l'art, la littérature, le jardinage, etc.

LRD : Vous vivez en ce moment à Karma Ling, grand centre bouddhiste⁶. Etes-vous bouddhiste ?

FB : Non, mais je me sens proche de l'expérience de lâcher-prise et de générosité que vise la tradition bouddhiste, comme toutes les traditions fondées sur l'amour et la compassion. Le bouddhisme apporte des éclairages particuliers sur l'esprit et le traitement du stress, de l'angoisse, des inquiétudes que les sciences dures ont aujourd'hui validés. Des expériences montrent qu'après un certain nombre d'heures de méditation par jour, le cerveau change. En milieu hospitalier, on utilise des techniques de pleine présence pour accompagner des malades atteints de maux très graves.

On sait aujourd'hui que s'occuper de soi en bien, arrêter de s'agiter, trouver en soi ce qui rend serein sans cause – j'aime la notion de bonheur sans cause –, amène à un état d'équilibre

et de bien-être quand on ne fait rien. Il me semble très important que l'action militante puisse profiter de ces ressorts.

LRD : Mais peut-on vraiment avoir pleine conscience des informations les plus sombres sur la situation du monde et ne pas se laisser ronger par elles ?

FB : Oui, grâce à l'engagement citoyen dans la création. Si l'on voit que les choses se dégradent, une option est de lutter contre les causes de cette dégradation. Cela, c'est le combat, c'est rester dans le système. Et certes, il faut des botteurs de fesses ! Mais cela ne suffit

pas. Il faut aussi se demander ce qu'on peut faire à son échelle, là où on est. Plutôt que de dépenser toute son énergie dans sa zone de préoccupation, qui est illimitée, une autre option consiste à se concentrer sur sa zone d'influence. C'est là un acte d'humilité. C'est prendre le dessus sur sa vie.

J'ai ainsi décidé de mettre hors champ tout ce dont je ne suis pas cause. Depuis, j'obtiens des résultats dans mon milieu immédiat qui grandissent. Si chacun commence là où il est, alors on créera la société de demain. Il y a une vision de la société idéale à atteindre dans le futur. Mais cette société se construit là où on est. Pour démarrer, il faut se demander : « Que fais-je, à titre personnel ? Cela s'écroule ? Eh bien, où est le papillon ? »

Revenu de base

LRD : Lorsque vous vous êtes décentré pour mieux agir dans votre zone d'influence, de quelle pression politique et économique vous êtes-vous libéré ?

FB : J'étais délégué général du mouvement Sol (pour une appropriation citoyenne de la monnaie)⁷, engagé au plan national, en France, dans la mise en place des monnaies citoyennes. Cela représentait beaucoup de travail. Je devais négocier avec des élus de premier plan, de grosses coopératives nationales, des institutions financières, etc. J'avais à petits pas, au prix de beaucoup d'énergie et de tout mon temps. Pour 1000, j'obtenais 1. Aujourd'hui dégagé de cette pression très forte, je peux créer, expérimenter du neuf.

LRD : Votre décision apparaît comme un acte héroïque. En fait, c'est une libération !

FB : Rester où j'étais, c'était devenir « comme eux », c'était entrer



dans des logiques de pouvoir, de combat – même si le combat est juste –, de stratégie pour éliminer des adversaires et assumer de plus en plus de responsabilités. Au final, c'était devenir quelqu'un que je n'aimais pas.

Le deuxième constat qui m'a amené à changer, c'est que si on n'associe pas les monnaies complémentaires aux autres initiatives citoyennes au centre d'une politique publique, si la commune ne dit pas : « A partir de maintenant, tout ce que je fais sera en monnaie citoyenne et je mets au centre de ma politique la souveraineté alimentaire, l'autonomie énergétique, etc. », on ne pourra jamais régénérer le corps social.

Or, pour faire cela, il faut détenir tous les leviers de la métamorphose. Et la seule façon de les détenir, c'est d'expérimenter en coopération avec toutes les parties prenantes qui sont d'accord d'essayer : une commune, des partenaires financiers, des entreprises, des associations, des citoyens. Tera est un laboratoire à ciel ouvert pour mener cette expérience collective.

LRD : D'où l'importance d'instaurer un partenariat avec une commune !

FB : Effectivement. Et aussi parce que la terre est un bien commun. Elle n'appartient à personne. L'idée est en outre de choisir une commune de moins de 300 habitants, dont la population décroît et vieillit, et dont les revenus baissent depuis dix ans. On s'y installera en accord avec le maire pour qu'elle soit pleinement partie prenante de Tera.

LRD : Et pourquoi des maisons neuves ? Pourquoi pas un espace bâti en quête de régénérescence ? Ce serait plus écologique !

FB : Certes, mais il est beaucoup plus compliqué et moins reproductible de partir du construit. On subit l'état des choses et on perd peut-être des gains en synergies et en économies qu'on aurait sur un espace vierge. Grâce au partenariat avec la commune, des ponts pourront cependant certainement permettre de rénover le centre-ville, de modifier l'organisation de la commune.

LRD : Financièrement, comment faites-vous ?

FB : J'ai décidé de ne plus dépendre d'une activité marchande et de ramener mon revenu mensuel à 830 euros, soit l'équivalent du seuil de pauvreté en France. On ne peut pas comprendre ce qu'est vivre dans ces conditions quand on gagne 3000 euros par mois. Pour obtenir cette somme, je fais appel aux dons. Je voulais aussi être certain, pendant toute la durée de Tera, que tout ce que nous allions faire soit accessible aux personnes qui vivent dans ces conditions.

LRD : Tous les budgets du projet sont calculés à partir de ce seuil de pauvreté ?

FB : Oui, mais en additionnant les revenus en monnaie et en nature. Car même avec 450 euros de Revenu de solidarité active (RSA) et 150 euros d'allocations logement, les plus démunis n'atteignent pas le seuil de pauvreté. Les personnes handicapées détentrices d'une Allocation pour adultes handicapés et les travailleurs pauvres employés à temps partiel n'y parviennent pas non plus.

**Ne jamais
prendre
de décision
seul**

Pour satisfaire les besoins fondamentaux des habitants de Tera, l'ambition est que la maison autonome et la production collective de l'écovillage – en énergie et en aliments notamment – procurent un revenu en monnaie et en nature. Grâce à des dons défiscalisables mis sur

un compte épargne éthique, chaque habitant sera peu à peu doté d'un revenu d'autonomie versé d'abord en euros⁸, puis, à mesure que la production de Tera prendra son essor, en monnaie citoyenne⁹. Tera se place ainsi dans le mouvement de la décroissance qui défend l'instauration d'une Dotation inconditionnelle d'autonomie (DIA)¹⁰.

Les richesses en nature compléteront le revenu en monnaie, et la monnaie permettra d'acheter ce que Tera ne produira pas. Pro-

De la maison autonome à l'écosite

Antoine Carrier, cofondateur de Tera, a dessiné la maison Eva, brique de base de l'écovillage. Autonome en énergie, en eau, en assainissement et en alimentation saine, elle est aussi rapide à bâtir. Elle s'inspire de la maison nomade, repérée lors du tour 2014 à Sergy, près de Genève¹. Il est prévu que chaque écohameau comprenne trente habitants, l'écovillage dix écohameaux et l'écosite six écovillages. La taille maximale est fixée à 1800 villageois, ce qui suffit pour amener de la petite industrie.

« Au-delà de trente personnes, il se crée des jeux de pouvoir », explique Frédéric Bosqué. Quand l'écovillage réunira dix écohameaux, deux représentants seront nommés par écohameau, un élu et un tiré au sort, pour former un conseil de vingt personnes. Le tirage au sort évite d'institutionnaliser le pouvoir. Pour l'écosite, deux représentants seront nommés par écovillage, là aussi un élu et un tiré au sort, pour former un conseil de douze personnes au maximum.

LRD

1) www.maisonsnomades.net



céder ainsi devrait mener au résultat que je crois juste, qui est qu'avec beaucoup moins de travail contraint et marchand, on sera beaucoup plus heureux et disponible.

Base de discussion

LRD : Le projet a débuté en 2014. Où en est-il ?

FB : Tera est planifié en trois phases de trois ans chacune. La première est consacrée au recueil des demandes des citoyens et à l'identification de l'offre soutenable. A cette fin, nous avons fait un premier tour de France à vélo à assistance électrique en 2014. Deux autres sont prévus durant les étés 2015 et 2016.

Lors de chaque étape, on pose la même question aux citoyens : « Dans quel écovillage aimeriez-vous voir naître vos enfants et finir vos jours en paix ? Nous avons reçu une centaine de réponses que nous avons intégrées à une première version de la constitution. Cette constitution initiale a été validée en mars 2015, à Rouen, avec les premiers constituants. Elle est modifiable chaque trimestre.

En parallèle, nous identifions et analysons les modes de faire soutenables pour satisfaire ces souhaits : on visite des associations, des entreprises, des collectivités territoriales qui mettent en œuvre des solutions qui fonctionnent : tout ce qui sera retenu pour coconstruire le premier écohameau aura fait ses preuves quelque part.

LRD : Comment s'organisera la deuxième phase ?

FB : En 2017, on écrira le cahier des charges, on le chiffrera et on cherchera les financements auprès de toutes les parties prenantes de la République : collectivités territoriales, fondations, citoyens. Ensuite, on construira le premier écohameau de dix maisons dans la commune qui correspondra le mieux au cahier des charges. Puis les autres écohameaux, jusqu'à former l'écovillage.

LRD : Où se situera cet écovillage et comment recruterez-vous ses habitants ?

FB : Le lieu sera choisi en 2017. Cependant, le chantier participatif de la première maison, Eva, a débuté le 21 mars 2015, à

Arvillard, en Savoie¹¹. Et le premier pico-hameau de trois maisons verra le jour au printemps 2016.

Les choses vont se passer ainsi : durant le tour de l'été 2015, nous présenterons Eva à au moins dix communes dans les dix circonscriptions européennes de France pour établir des partenariats avec elles afin de tester différentes architectures adaptées à ces lieux. En 2016, plusieurs pico-hameaux verront ainsi peut-être le jour. Et il se peut que plusieurs débouchent sur un écohameau. Le choix de celui qui deviendra l'écovillage Tera sera fait en 2017. Ses habitants seront alors recrutés par cooptation.

LRD : Comment évaluez-vous les performances de ces réalisations ?

FB : Un conseil scientifique sera prêt pour 2017. Sa mission est de concevoir un protocole pour mesurer tout ce qui entrera et sortira de l'écohameau, ainsi que le bien-être subjectif de ses habitants.

S'il s'avère que Tera a une empreinte écologique inférieure à une planète, produit 85 % de la production vitale à ses habitants, fonctionne avec une monnaie qui relocalise 80 % des transactions sur son territoire de vie, génère des richesses qui permettent de verser un revenu de base à tous les villageois en monnaie citoyenne, qui peuvent acheter ce qui leur est nécessaire et sont libres de choisir une grande partie de leur activité avec un haut niveau de bien-être, alors on aura une base très solide pour discuter.

On pourra alors passer à la troisième phase du projet : préparer des modules de formation pour essayer gratuitement le concept de 2020 à 2022. ■

1) www.tera.coop

2) www.revenudebase.info

3) www.sol-violette.info

4) François Morin. *Le nouveau mur de l'argent*, Seuil, Paris, 2006.

5) Felli R. André Gorz, *l'écologie comme politique*, LaRevueDurable n°33, mars-avril-mai 2009, pp. 61-63.

6) www.karmaling.org

7) www.sol-reseau.org

8) *Le revenu de base inconditionnel est versé en euros. Le revenu d'autonomie est un revenu de base inconditionnel qui a pour particularité de pouvoir être versé en euros, en monnaie citoyenne locale et en nature via la gratuité.*

9) *Ce mécanisme sera expliqué en détail dans un prochain numéro de LaRevueDurable.*

10) Vincent Liegey et coll. *Manifeste pour une Dotation inconditionnelle d'autonomie*, Utopia, Paris, 2013.

10) Llop Torne C, Bosc S. *Travailler avec le territoire. Stratégies pour les nouvelles territorialités*, Crepud Med, Actar, Barcelone, Bâle, New York, 2012.

11) *Un financement participatif a été lancé le 21 février 2015 pour la première maison, Eva, qui sera la propriété collective de ses habitants via une coopérative d'habitat. L'objectif est de recueillir 36 000 euros : www.tera.coop*